



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 26 janvier 2026 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin (HBGHR) pour l'exploitation de la carrière d'Ensisheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1er et notamment les articles L. 181-14 et R. 181 - 45,

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 portant autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) à la société HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin (HBGHR), une exploitation de carrière de sable et gravier et une installation de transit de matériaux à Ensisheim, au titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement,

VU l'arrêté du 8 juillet 2020 portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées,

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite d'inspection en date du 16 septembre 2025,

Considérant que la société HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin (HBGHR) a bénéficié, par arrêté susvisé, d'une dérogation au titre des espèces protégées pour l'exploitation de la carrière d'Ensisheim,

Considérant que les éléments de l'arrêté portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées n'ont pas été intégrés à l'arrêté portant autorisation d'exploiter, ce dernier étant antérieur,

Considérant qu'il y a donc lieu de compléter les prescriptions applicables à la carrière d'Ensisheim, selon les dispositions prévues par l'article R. 181-45 du Code de l'environnement,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant et l'absence d'observations de sa part,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 2 rue des Gravières, 68300 Saint-Louis, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations de carrière et de traitement de matériaux exploitées sur son site de carrière de matériaux alluvionnaires d'Ensisheim, sise lieu-dit « Hartacker » et « Hartfeld ».

Article 2 : les dispositions de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2015 sont complétées par les dispositions suivantes :

« En complément des dispositions du présent article, l'exploitant met en œuvre les mesures prévues par l'arrêté portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées du 8 juillet 2020 susvisé annexé au présent arrêté, ainsi que les mesures prévues dans le dossier associé à sa demande de dérogation ».

Article 3 : en cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 5 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 26 janvier 2026

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD